

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 25/07/2.15

SEANCE DU 22 JUILLET 2025
L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 22 JUILLET à 17 HEURES 30

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	31	2	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILLIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI*, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Florence GARRONE représentée par M. le Maire
Valérie MASSENET représentée par Christine DEL NERO

Secrétaire de séance : Benoît ADET

Mme Laetitia QUILICI sort de la salle et ne participe pas au vote.

VOTE :

UNANIMITE : OUI

POUR :

CONTRE(S) :

ABSTENTION(S) :

BLANC(S) et NUL(S) :

OBJET : Convention à intervenir entre la Ville et le CAUE du Var

Madame Christine DEL NERO, 1^{ère} adjointe au Maire informe l'assemblée que la ville s'est rapprochée d'un architecte conseil du CAUE Monsieur Jacques Guerin.

Il est rappelé au Conseil que le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) est une association loi de 1901, créée à l'initiative du Conseil Départemental.

Le CAUE a quatre missions principales : informer, sensibiliser, conseiller et former aussi bien les particuliers que les collectivités locales.

Ainsi, ils peuvent conseiller les collectivités sur leurs choix en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement. Ils peuvent également assister les particuliers dans leurs projets de construction.



L'assistance du CAUE du Var nous intéresse pour un projet de consultance architecturale. Il s'agit de proposer à nos administrés un conseil dans le cadre de l'élaboration de leurs projets d'urbanisme, et sur la qualité architecturale. Il peut également venir en appui auprès du Service Urbanisme, lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme. Toutefois, l'Architecte Conseiller n'a pas vocation à se substituer aux architectes des demandeurs ou à procéder à l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Le CAUE met en place la consultance architecturale et propose à la Ville une liste d'architectes Conseillers. L'Architecte Conseiller exerce sa mission sous le contrôle du CAUE et à ce titre, doit participer aux réunions de coordination et de formation organisées par le CAUE.

La Commune rémunère directement l'Architecte Conseiller qu'elle choisit. Le besoin aujourd'hui identifié par le Service Urbanisme est d'une demi-journée (3 heures) par mois. L'Architecte Conseil choisit interviendra que sur des projets intervenant sur la Ville d'Ollioules.

La convention d'objectifs de consultance est conclue avec le CAUE pour une durée de trois ans. Le contrat à intervenir avec l'Architecte Conseiller est d'un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Le montant des honoraires de l'architecte Conseiller est de 400 € par permanence.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE Monsieur Le Maire à conclure avec le CAUE du Var la convention d'objectifs de consultance architecturale.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer et à procéder à toutes les formalités qui s'avèrent utiles à la mise en œuvre de ces conventions.
3. DIT que ces dépenses seront inscrites sur le budget communal.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



Le ou la secrétaire
de séance



Convention de partenariat

ENTRE :

Le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement du Var, désigné ci-après CAUE VAR, représenté par son Président, Monsieur Marc LAURIOL, Conseiller Départemental du Var,

ET :

La commune de représentée par son (sa) Maire, **M.....**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise en place de la consultance architecturale suivant les principes définis par le CAUE VAR, sur le territoire de la commune de
Cette convention est signée pour une durée de 3 ans, à compter de la date de signature.

ARTICLE 2 : DEFINITION DE LA MISSION CONFIEE A L'ARCHITECTE-CONSEILLER

Il est entendu que l'architecte-conseiller a pour mission de dispenser des conseils.

En aucun cas il ne délivre des avis favorables ou défavorables¹.

Sa mission première est de conseiller les particuliers le plus en amont possible du dépôt des demandes d'autorisation.

Son rôle est de conseiller sur la qualité architecturale des constructions ou réhabilitations avec pour objectif :

- **D'améliorer la sobriété énergétiques des projets en respectant les principes de bases du bioclimatisme ;**
- **De limiter l'imperméabilisation et l'artificialisation des sols ;**
- **D'encourager la gestion des eaux pluviales à la parcelle ;**
- **D'encourager au recours aux matériaux bio et géo-sourcés ;**
- **De recourir aux services des professionnels qualifiés ;**
- **De favoriser un fonctionnement optimal du bâtiment ;**
- **De favoriser la meilleure insertion architecturale et paysagère dans le site.**

Il apporte ses conseils en toute indépendance et neutralité.

En présence d'un projet élaboré par un de ses confrères, l'architecte-conseiller, recevra ou échangera avec l'auteur du projet avant toute formulation d'un conseil.

Sa mission est triple :

¹ Cf. loi de 1977 sur l'architecture.



1°) Etre à la disposition du public qui désire construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, en lui donnant les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre. Cette mission de conseil, exclut toute prestation de maîtrise d'œuvre pour le projet du pétitionnaire.

Il est souhaitable que cette intervention, qui est un conseil, se fasse le plus en amont possible dans le processus de conception de l'habitat.

2°) Fournir une assistance et conseiller les instructeurs.

Au-delà de sa mission vis-à-vis des particuliers, l'architecte-conseiller émettra un conseil propre à assurer une assistance aux agents instructeurs sur les projets en instruction.

Cette assistance pourra s'exercer soit en réunion de la commission d'urbanisme, soit en réunion de travail avec les instructeurs.

3°) A apporter une assistance ponctuelle sur des sujets à enjeux sur demande du maire ou de l' élu en charge de l'urbanisme, par exemple : demande de participation à une commission PLU, à une commission des sites, à une commission CDAC, à une commission sécurité, à une présentation d'un gros projet public ou privé, etc... Cette assistance ne peut toutefois pas porter sur l'élaboration de documents d'urbanisme (PLU, OAP, Schéma d'aménagement, conception architecturale ou paysagère...), le CAUE VAR fournissant par ailleurs des prestations de conseil dans ces domaines, et la réalisation de telles prestation relevant de la commande publique.

Le temps alloué à cette assistance ne peut excéder annuellement 4 jours (environ 5% du temps dédié à la consultance), temps de préparation compris. Au-delà, cela fera l'objet d'une convention d'accompagnement spécifique ou d'un marché de maîtrise d'œuvre.

Dans le cadre de cette triple mission, l'architecte-conseiller devra s'appuyer sur les guides-conseils et documents édités par le CAUE Var :

- *Portraits de sols (guide-conseil sur les revêtements de sols) ;*
- *Mini-guide du réemploi & réutilisation ;*
- *Autorisation d'urbanisme (les fiches-conseils pour vos projets) ;*
- *Architectes & Paysages Agricoles ;*
- *Les clés pour construire une maison confortable et économe ;*
- *Entretenir, réhabiliter, construire dans les centres anciens.*

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

3a- Engagement de la commune :

La commune est tenue de choisir un architecte-conseiller parmi ceux proposés par le CAUE VAR (un minimum de 3 profils d'architectes sera transmis à la commune par le CAUE Var). Pour la sélection de l'architecte-conseiller, un entretien individuel de chaque



candidat sera organisé (30 min par candidat) sous la forme d'une session de jury groupé en Mairie. Un représentant du CAUE Var sera présent à cette session de jury.

La commune assure la rémunération de l'architecte-conseiller dans le cadre d'un contrat de mission directement signé avec l'architecte-conseiller.

La commune s'engage à communiquer à l'architecte-conseiller tous les projets architecturaux de construction ou de transformation de bâtiment dont elle aura connaissance. Cette communication devra se faire le plus en amont possible du dépôt de demande d'autorisation, et a minima dès le dépôt de la demande afin que l'architecte conseil ait le temps de recevoir les pétitionnaires et leurs architectes.

Elle s'engage également à faire connaître au public les dates et heures et lieux de permanence de l'Architecte-Conseiller, et ce régulièrement plusieurs fois par ans. Pour cela elle utilisera tous les moyens de communication à sa disposition.

3b – Engagement du CAUE Var :

Le CAUE VAR fournira un appui technique à l'architecte-conseiller, assurera la coordination des relations avec la commune. Il devra notamment assurer des missions de formation à l'adresse des architectes-conseillers, et organiser des réunions de coordination auxquelles ceux-ci seront tenus de participer.

Il veillera à l'application des exclusions d'exercice de l'architecte-conseiller sur le territoire communal.

Il constituera et animera la commission d'arbitrage si l'une ou l'autre des parties du contrat de mission, ou lui-même, en fait la demande en cas de litige ou de manquement grave à la mission de l'architecte conseiller.

Cette commission d'arbitrage sera constituée des personnes suivantes:

- 3 représentants du Conseil d'Administration du CAUE VAR dont le Président.
- 2 Maires représentants les élus extérieurs au Conseil d'Administration du CAUE VAR.
- 2 architectes conseillers dotés chacun d'un suppléant, destinés à remplacer les titulaires dans le cas où la Commission serait saisie d'une question touchant personnellement les architectes conseillers titulaires.

Soit au total 7 membres. Cette commission est présidée par le Président du CAUE VAR.

Cette commission sera obligatoirement consultée, par l'une ou l'autre des parties, en cas de difficulté d'interprétation d'un Article du présent contrat.

En cas de différent ou de rupture, la commission ne sera consultée que si l'une ou l'autre des parties en formule la demande.



ARTICLE 5 : SUBVENTION

Par décision du 30 mai 2016, le CAUE VAR versera à la commune de, une subvention annuelle pendant la durée du contrat de l'architecte-conseiller. Le montant de cette subvention correspondra à deux demi-journées de vacation de l'architecte-conseiller pendant lesquelles il participera aux réunions de coordination des architectes-conseillers organisées par le CAUE Var.

Le versement de la subvention sera effectué annuellement après communication au CAUE Var du rapport annuel d'activités.

La Commune s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du CAUE VAR de l'utilisation de cette subvention. Elle tiendra sa comptabilité à disposition à cet effet.

ARTICLE 4 : EVALUATION

Les parties conviennent de dresser annuellement le bilan des objectifs poursuivis par la présente convention. A cet égard, la commune adressera au CAUE un mémoire constatant le service fait par le consultant.

Le CAUE VAR sera attentif aux remarques de la commune sur le service mis en place.

ARTICLE 5 : LITIGE ET RESILIATION

La résiliation de la présente Convention pourra intervenir sur la demande de l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre, moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. En conséquence, et à la même date, l'ensemble des indemnités et subventions allouées en application de ladite Convention seront interrompues.

En cas de litige entre l'architecte-conseiller et la commune, et si la commission d'arbitrage n'a pas réussi à résoudre le litige, chaque partie contractante peut saisir le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes habilité à diligenter pour une procédure de conciliation ou à émettre un avis.

A défaut d'accord amiable préalable entre les parties ou d'échec d'une tentative de conciliation organisée par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes sur saisine de l'une ou l'autre des parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

Fait à, le.....

En quatre exemplaires dont :

- 1 exemplaire pour le CAUE VAR
- 2 exemplaires pour la commune

Pour la commune
De.....

Pour le CAUE VAR
Le Président,



**Le Maire,
M.**

M. Marc LAURIOL,
Conseiller Départemental du Var

Bon pour acceptation

Bon pour acceptation

PROJET



Contrat de mission d'architecte-conseiller

ENTRE :

La commune de représentée par son Maire, Ci-après
désignée « la commune »

ET :

.....

ci-après désigné « Architecte Conseiller ».

RAPPEL

La loi Architecture du 3 janvier 1977, en son article 6, a fondé l'existence des CAUE. Divers textes législatifs et ordonnances sont venus compléter et préciser leurs missions. L'article 7 de cette loi expose les missions de conseil aux particuliers, aux élus et aux agents des collectivités que les CAUE doivent prodiguer : « (...) Il fournit aux personnes qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites

urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre. Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet de paysage, d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement. (...) Les interventions du conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement sont gratuites. »

Dans ce cadre, la commune de a sollicité le CAUE VAR pour mettre en place un service de consultance architecturale répondant à ces objectifs.

Cette assistance a été formalisée par une convention entre le CAUE VAR et la commune de qui en définit le cadre. Elle est annexée au présent contrat de mission.

Il est rappelé que le présent contrat de mission signé entre la commune et l'architecte-conseiller susvisé (e) a pour objectif de répondre aux fonctions de conseil dévolues par la loi aux CAUE, notamment en direction des élus et des agents des administrations territoriales ainsi que du public.

Le CAUE VAR, à travers l'ensemble des missions de conseil des architectes-conseillers tient et met à jour une base de données alimentée par les remontées des architectes-conseillers et destinée à constituer un fond de ressources et une harmonisation des prestations. En outre le CAUE VAR est à la disposition de l'architecte-conseiller qui peut le consulter à tout moment sur un dossier auquel il ne saurait apporter une réponse particulière.

CECI ETANT RAPPELE, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE I : OBJET DU PRESENT CONTRAT DE MISSION

Le présent contrat est conclu conformément et en application de la convention d'objectifs intervenue entre le CAUE Var et la commune, conclue en date du, en vertu de la Délibération en date



du ; Il a pour objet une mission de d'architecte-conseiller, telle que définie ci-dessous.

ARTICLE II : MISSION DE L'ARCHITECTE-CONSEILLER

II.1. Mission d'assistance et de conseil vis-à-vis de la population

L'architecte-conseiller sera à la disposition du public qui entend entreprendre une construction, une rénovation ou un aménagement. Il lui apportera : les informations, les orientations et les conseils propres à assurer la qualité architecturale des constructions et leur bonne insertion dans le site environnant, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre. Sa mission doit être avant tout pédagogique.

Cette intervention qui est un conseil doit se faire le plus en amont possible dans le processus de conception de l'habitat.

Ce conseil est une mission gratuite pour les particuliers n'est en aucun cas un avis favorable ou défavorable sur le projet. Il sera exercé dans un esprit de concertation et de sensibilisation.

II.2. Mission d'assistance et de conseil auprès des services instructeurs

L'architecte-conseiller émettra un conseil propre à assurer la qualité architecturale des constructions et leur bonne insertion dans le site environnant, sur les demandes d'autorisations d'urbanisme qui seront déposées auprès de la commune. Ce conseil pourra également constituer une assistance aux agents instructeurs dans l'application aux projets en instruction des règlements d'urbanisme et des textes régissant l'acte de construire. Cette assistance pourra s'exercer soit en réunion de la commission d'urbanisme, soit en réunion de travail avec les instructeurs.

II.3. Mission d'assistance et de conseil auprès des élus et des services municipaux

L'architecte-conseiller peut également être amené à la demande du Maire, à le conseiller dans le domaine de l'Architecture, de l'Urbanisme et de l'Environnement et notamment à lui apporter son appui dans le cadre des nouvelles compétences relatives à la décentralisation de l'urbanisme. Par exemple : demande de participation à une commission PLU, à une commission des sites, à une commission CDAC, à une commission sécurité, à une présentation d'un gros projet public ou privé, etc...

Cette assistance ne peut toutefois pas porter sur l'élaboration de documents d'urbanisme (PLU, OAP, Schéma d'aménagement, conception architecturale ou paysagère...), le CAUE VAR fournissant par ailleurs des prestations de conseil dans ces domaines, et la réalisation de telles prestations relevant d'un marché de maîtrise d'œuvre.

Cette mission doit rester minoritaire dans sa mission générale.

ARTICLE III : ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Le CAUE VAR fournira un appui technique à l'architecte-conseiller, assurera la coordination des relations avec la commune. Il devra notamment assurer des missions de formation à l'adresse des architectes-conseillers, et organiser des réunions de coordination auxquelles ceux-ci seront tenus de participer.

La commune s'engage quant à elle à informer le public par tous les canaux de communication à sa disposition, des jours, horaires et lieu de présence de l'architecte-conseiller dans la commune, ainsi que des modalités pratiques des rendez-vous. Elle s'engage à renouveler régulièrement cette information.

L'architecte-conseiller devra participer aux réunions de coordination avec le CAUE VAR et transmettre les comptes rendu de consultation au CAUE. (voir ci-dessous)



ARTICLE IV : REUNIONS DE COORDINATION

L'architecte-conseiller est tenu, sans rémunération complémentaire, de participer, au moins une fois par semestre, à une réunion de coordination et de formation organisée par le CAUE VAR et fournir un relevé statistique au CAUE Var mensuellement.

ARTICLE V : COMPTE-RENDU DE CONSULTATION

Pour chaque dossier, l'architecte conseiller rédigera un compte-rendu de consultation faisant notamment apparaître les questions abordées et les solutions proposées : ce document sera autant que possible réalisé en Mairie, et il sera comptabilisé sur les heures de consultation. Ce document sera remis à la Mairie concernée qui en assure la diffusion aux services instructeurs du permis de construire et l'archivage.

Copie de ces comptes rendus de consultation seront adressés au CAUE VAR, par voie dématérialisées pour alimenter la base de ressource.

ARTICLE VI : DOCUMENTATION

A la demande de la commune, l'architecte-conseiller pourra constituer à la destination du public une documentation qu'il aura établie sur le secteur considéré, constitué notamment de photographies et de croquis : la rémunération pour l'établissement et la mise en forme de cette documentation ne pourra être supérieure à huit vacations horaires, et sera facturée conformément aux dispositions par l'Article IV.

ARTICLE VII : RAPPORT ANNUEL

L'architecte-conseiller est tenu de présenter à la demande du Conseil Municipal, une fois par an, un bilan annuel de son activité, et de répondre aux questions qui lui seront éventuellement posées ce jour-là.

Par ailleurs, si la demande en est également formulée par la Commune, l'architecte-conseiller devra établir un rapport comprenant un bilan quantitatif, et l'évaluation générale de son action sur le secteur considéré, rapport qui fera l'objet d'une rémunération sur la base de la vacation horaire définie à l'Article IV.

ARTICLE VII : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée de un an renouvelable 2 fois par tacite reconduction, à compter de la date de signature.

Le présent contrat pourra être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, notifiée avec un préavis de trois mois.

ARTICLE VIII : INCOMPATIBILITES ET CONFLITS D'INTERETS

Pendant la durée du présent contrat, il est interdit à l'architecte-conseiller de participer sur le territoire de la mission, pour le compte de particuliers, ou de sociétés privées, à l'exécution de travaux d'Architecture, d'Urbanisme ou d'aménagement.

Cette prescription est opposable et s'applique de droit à tout architecte associé à l'architecte conseiller et appartenant à la même personne morale.

L'architecte-conseiller ne pourra en aucun cas proposer ou diriger un dossier vers un Confrère, et devra inviter le consultant à prendre connaissance du tableau de l'Ordre pour choisir un architecte ou un urbaniste.



ARTICLE IX : HONORAIRES

La rémunération et le défraiement de l'architecte-conseiller sont à la charge de la commune.

Le montant de la vacation de base est librement consenti entre l'architecte-conseiller et la commune.

Il est fixé pour une vacation d'une demi-journée de 3h à la somme de€ HT. En cas de dépassement d'horaire, chaque heure entamée sera réglé en sus au tarif de€ HT /heure.

Le montant annuel cumulé des prestations ne peut dépasser la somme forfaitaire de 39 999€ HT. (seuil du passage à une MAPA).

Ces tarifs s'entendent avec un taux de TVA à 20%.

4

En cas de renouvellement, le montant des vacations sera indexé sur l'indice ingénierie et ce, sous réserve des dispositions légales applicables aux révisions de prix.

L'architecte-conseiller s'engage à effectuer permanences de trois heures chaque mois. Les permanences auront lieu les (jours) de à (heures). En accord avec la commune, le quota d'heure annuel pourra être ventilé différemment pour tenir compte des besoins du service et des périodes de congés.

En cas d'empêchement l'architecte s'engage à prévenir la commune au moins une semaine calendaire avant la date fixée pour la vacation.

Sur demande de la commune l'architecte-conseiller peut participer à des réunions ponctuelles ou assurer des permanences supplémentaires en fonction de son emploi du temps et de sa disponibilité. Chaque vacation supplémentaire sera facturée au même tarif, en sus.

L'architecte-conseiller présentera un relevé mensuel ou trimestriel faisant l'inventaire des vacations effectuées à l'appui de ses notes d'honoraires transmises pour règlement à Monsieur le Maire.

ARTICLE X : DEPLACEMENTS ET DEFRAIEMENTS

Concernant le trajet du domicile au lieu d'exercice de la fonction, le temps correspondant ne sera pas rémunéré, et les frais de déplacements feront l'objet d'une indemnité, calculée sur la base deTTC le kilomètre (tarif au 01/01/2...). Le taux des indemnités kilométriques sera celui de l'administration fiscale pour un véhicule de CV. SoitEuros TTC xKm (Aller-Retour pour 1 permanence) =Euros TTC (couvrant également les déplacements de l'architecte conseiller sur la commune).

ARTICLE XI : RESPONSABILITE

L'architecte conseiller ne saurait être tenu pour responsable vis-à-vis des tiers de ses interventions, dans le cadre de la mission définie par l'Article II, ni de la suite donnée par quiconque à ses interventions qui conservent un caractère essentiellement consultatif.

Ces interventions, sous forme de conseils, ne sauraient préjuger de l'obtention ou du refus de permis de construire ou de toutes autorisations administratives éventuellement requises, ni à fortiori, en tenir lieu.

ARTICLE XII : CONTESTATION

Il est constitué une Commission d'Arbitrage formée par les personnes suivantes :

- 3 représentants du Bureau du CAUE VAR dont le Président.



- 2 Maires représentants les élus extérieurs au Conseil d'Administration du CAUE VAR.
- 2 architectes conseillers dotés chacun d'un suppléant, destinés à remplacer les titulaires dans le cas où la Commission serait saisie d'une question touchant personnellement les architectes conseillers titulaires.

Soit au total 7 membres. Cette commission est présidée par le Président du CAUE VAR.

Cette commission sera obligatoirement consultée, par l'une ou l'autre des parties, en cas de difficulté d'interprétation d'un Article du présent contrat.

5

En cas de différent ou de rupture, la commission ne sera consultée que si l'une ou l'autre des parties en formule la demande.

Enfin, elle examinera et tranchera toutes les demandes de dérogation aux dispositions de l'Article II, alinéas VI et VII.

ARTICLE XIII : AVENANT

La rédaction et la signature de tout avenant au présent contrat sont subordonnées à l'accord écrit et préalable du CAUE VAR.

ARTICLE XIV : RUPTURE

Les parties peuvent mettre fin à leurs engagements en respectant un préavis de trois mois et en informant le cocontractant et le CAUE Var par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de manquement aux obligations du présent contrat ou de faute grave, la rupture du contrat sera immédiate sans que l'une ou l'autre partie ne puisse réclamer des dommages et intérêts

Fait à, le..... 2021

En quatre exemplaires dont :

- 1 exemplaire pour la commune
- 1 exemplaire pour l'Architecte-conseiller
- 1 exemplaire pour le CAUE VAR

L'architecte conseiller

la Commune de, le Maire



Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25_07_2_15-DE

PROJET



Publié le : 24/07/2025 17:08 (Europe/Paris)

Collectivité : Ollioules

https://www.intramuros.org/ollioules/documents_administratifs/36447